

Projet stratégique
Plan Départemental de Sauvegarde 2023-2025

Colloque les réseaux face aux risques du 5 juin 2024



Colloque du 5 JUIN 2024
LES RESEAUX FACE AUX RISQUES

RAPPORT DE SYNTHESE

SOMMAIRE

<u>Initiative et organisation du colloque</u>	3
<u>Contexte</u>	3
<u>Partenariat</u>	3
<u>Programme</u>	3
<u>Intervenants</u>	4
<u>Invitation et Participation</u>	4
<u>Synthèse des débats</u>	5
<u>L'enjeu des réseaux dans la résilience territoriale</u>	5
<u>La vulnérabilité des réseaux</u>	5
- <u>la structure des infrastructures</u>	5
- <u>l'interdépendance des réseaux</u>	5
- <u>la gouvernance et les finances</u>	6
<u>Les pistes à court-moyen terme</u>	6
<u>Augmenter la capacité d'analyse du risque par les gestionnaires de réseaux</u>	6
<u>Renforcer la cohésion des acteurs réseaux</u>	6
<u>Construire une politique publique permettant de faire face à la vulnérabilité des réseaux</u>	7

Initiative et organisation du colloque

Contexte

Après la “crise” COVID, le département de la Gironde, a été confronté à l'été 2022 à de vastes incendies de forêts mobilisant extraordinairement la chaîne de secours et de sauvegarde. Ces événements survenus en pleine saison touristique ont souligné la vulnérabilité du territoire à des aléas majeurs, pourtant identifiés de longue date, et suscité une démarche réflexive des élus du département sur les voies et moyens de consolider la résilience de leur territoire et de ses activités socio-économiques face aux risques naturels et technologiques. Cette démarche a débouché sur le choix d'une orientation majeure susceptible de fédérer les efforts et de les inscrire dans une nécessaire continuité : construire un Plan Départemental de Sauvegarde, une initiative à ce jour unique sur le plan national, et que n'encadre aucun texte réglementaire.

Les enjeux d'une telle entreprise sont bien sûr nombreux. Parmi ceux-ci figure la problématique de la résilience des « réseaux linéaires », ces infrastructures essentielles à la vie économique des territoires qui les irriguent en énergie, en eau, en données numériques, en capacités de communication, de circulation et de transport mais également essentiels à la gestion des crises, à leur prévention et à la résilience des territoires.

Or ils sont eux-mêmes vulnérables, comme l'ont illustré les événements de l'été 2022. La résilience propre de cet ensemble de réseaux interdépendants est donc un enjeu majeur. Les problématiques de cette résilience sont à la fois techniques, organisationnelles, culturelles, financières et réglementaires. Cette complexité a conduit les responsables du projet de Plan Départemental de Sauvegarde à souhaiter organiser sur cette thématique un colloque rassemblant les parties prenantes concernées autour des élus des communes et du Département de la Gironde. Il s'agit de construire un consensus pour mieux intégrer la problématique de la résilience des réseaux dans celle plus large de la consolidation de la résilience du territoire.

Partenariat

Pour ce faire, le Conseil Départemental a jugé utile de s'adjoindre l'appui scientifique de l'Institut pour la Maîtrise des Risques (IMdR). L'objectif de l'Institut est la construction et le partage de connaissances et savoir-faire sur l'ensemble du spectre des problématiques associées aux risques.

Programme

- | | |
|-------|---|
| 9h30 | Mots d'introduction |
| 9h45 | Enjeux des réseaux dans la résilience des territoires |
| | <ul style="list-style-type: none">➤ <i>Institut pour la Maîtrise des Risques</i>➤ <i>Secrétariat Général de la Défense et Sécurité Nationale</i> |
| 10h10 | Présentation des principaux réseaux en Gironde |
| | <ul style="list-style-type: none">➤ <i>Cartographie et chiffres clés : Service politique du risque du Département de la Gironde</i>➤ <i>Retours d'expériences sur l'importance des réseaux en situation de crise :</i><ul style="list-style-type: none">- <i>Gironde Numérique</i>- <i>Mairie St Estèphe</i>- <i>SDIS 33</i>- <i>ENEDIS Gironde</i> |

- 11h20 Méthodes d'analyse du risque et interdépendances des réseaux
 ➤ Réseau de Transport d'Electricité (RTE)
 ➤ IMdR
- 11h50 Tables Rondes : comment avancer ensemble pour consolider la résilience des réseaux en Gironde ?
 ➤ Temps 1, approche technique des réseaux
 ➤ Temps 2, la réglementation
- 12h40 Conclusion

Intervenants

Pascale GOT, Vice-Présidente protection de l'environnement, espaces naturels sensibles, gestion des risques du Département de la Gironde

Sébastien ST PASTEUR, Vice-Président accès aux droits, santé, numérique, services publics et proximité et technologie civique du Département de la Gironde

Agnès SEJOURNET, Présidente de la commission Protection de l'environnement et gestion des risques

Jacques REPUSSARD, Président de l'IMdR

Jean-Christophe ERARD, Délégué à la résilience pour les collectivités territoriales au Secrétariat Général de la Défense et de la Sécurité Nationale (SGDSN),

Séverine PASCAL, Directrice du Service Valorisation de l'Espace et de la Politique du Risque au sein du Département de la Gironde

Yann BRETON, Directeur de Gironde Numérique

Michelle SAINTOUT, Maire St Estèphe

Lionel LACOSTE, Lieutenant-colonel SDIS 33 et Yannick BRES, Commandant SDIS 33

Rozenn LE DIGABEL-BERTRAN, Directrice Territoriale ENEDIS Gironde

Thomas GUILLON, Expert en gestion des actifs matériels de Réseau de Transport d'Electricité

Yves MERIAN, Vice- Président de l'IMdR

Nancy PASCAL, Chef du Service Risque et Gestion de Crise, DDTM Gironde

Invitation et Participation

Il s'agissait de rassembler les parties prenantes de la gestion de crise à l'échelle du département : les maires, les élus du conseil départemental, les services départementaux et de l'Etat, les gestionnaires de réseaux et d'infrastructures, afin de partager les expériences, les attentes, et de construire une perception consensuelle de l'importance de la problématique de la résilience des réseaux et infrastructures pour la sauvegarde des territoires.

Au total, 125 personnes ont participé au colloque, dont 77 en présentiel et 48 en ligne)

L'enjeu des réseaux dans la résilience territoriale

Les chiffres présentés par le CD33 dans l'état des lieux global confrontant les linéaires de réseaux en Gironde avec les cartes de sensibilité aux aléas laissent entrevoir l'envergure de ces infrastructures linéaires sur lesquelles repose la vie quotidienne des girondins : mobilités, fret routier, chauffage, éclairage, activités professionnelles, communication, ... Cette densité et performance des « réseaux de services » contribuent grandement aux performances nationales sur l'échiquier mondial.

La résilience des réseaux et infrastructures sensibles conditionne la résilience du territoire. Les présentations proposées aux participants du colloque ont illustré le caractère vital de la disponibilité des réseaux pour la gestion de crise et aussi pour la continuité socio-économique du territoire (énergie, communications, transports, distribution d'eau). Elles ont aussi démontré la montée des interdépendances entre ces réseaux, impulsée par les évolutions technologiques. Ainsi l'accessibilité à internet joue un rôle de plus en plus important pour le pilotage et l'usage des autres réseaux et infrastructures critiques. Il est impératif de définir les critères de sûreté de fonctionnement (disponibilité) des réseaux en tenant compte de cette situation, même en l'absence d'exigence réglementaire spécifique (concernant par exemple les infrastructures vitales).

La vulnérabilité des réseaux

❖ *La structure des infrastructures*

Les intervenants représentant les gestionnaires de réseaux ont pu mettre en avant deux facteurs de vulnérabilités structurelles des réseaux :

- L'existence d'une architecture avec laquelle il faut s'adapter : des postes de répartition implantés sur le territoire et particulièrement sensibles en termes de sécurité, des matériaux vieillissants ou inadaptés à certaines nouvelles contraintes, une méconnaissance des sectorisations des réseaux, ...
- L'expertise d'analyse du risque qui doit s'adapter aux contraintes modernes d'organisation et de gestion des actifs : quelle priorité de sécurisation pour quelle efficacité...

❖ *L'interdépendance des réseaux*

Les intervenants ont souligné l'interdépendance significative des réseaux tant au quotidien qu'en période de crise :

Le réseau électrique alimente le réseau de communication qui régule les réseaux d'énergie qui alimentent les réseaux de mobilité qui eux-mêmes conditionnent l'accès aux zones de défaillances et de réparation...ou d'intervention des secours... Cette interdépendance sera encore renforcée lors de l'abandon du cuivre (d'ici 2030), élément qui augmentera d'autant plus les incertitudes opérationnelles. Tous les opérateurs de réseaux et gestionnaires d'infrastructures d'importance significative doivent être impliqués collectivement dans les réflexions et programmes visant au renforcement de la résilience territoriale, quel que soit leur statut (public/privé, dotés ou non de prérogatives et obligations réglementaires). Cette implication dans la durée permettra non seulement la bonne prise en compte des contraintes et vulnérabilités propres à chaque réseau, mais aussi celles issues des interdépendances existantes entre les réseaux (en particulier entre les réseaux électriques et de télécommunications).

➤ *La gouvernance et les finances*

L'anticipation est une exigence à la fois stratégique et quotidienne : veiller à la sûreté de fonctionnement des réseaux pour assurer la disponibilité requise repose également sur des actions « avant, pendant et après » des événements susceptibles de mettre en péril ces infrastructures, par exemple **en termes d'investissement financier dédié au développement, au fonctionnement, à la maintenance et à la sécurisation des réseaux.**

Cette décision est éminemment politique puisque les réseaux de services sont pour la majorité du domaine public : réseaux électriques, fibre, voiries, ressources en eau...

L'un des enjeux majeurs réside dans la capacité à inscrire ce processus dans un champ plus large que celui de l'organisation de gestion de crise, qui constitue bien souvent un « silo organisationnel » très performant et respecté, mais séparé des autres fonctions des organisations par une culture, des « codes », des vocabulaires et modes de fonctionnement spécifiques. La construction de la résilience doit prendre appui sur l'ensemble des acteurs socio-économiques, ou tout du moins sur une part significative d'entre eux, dans le contexte de leurs propres processus de fonctionnement usuel. Il s'agit de définir au regard des enjeux pour le territoire, des objectifs de disponibilité totale ou partielle, tenant compte des vulnérabilités et dépendances non seulement des réseaux eux-mêmes, mais aussi de leurs divers utilisateurs...

De plus, la construction de cette résilience ne peut reposer sur une organisation pyramidale et descendante, il est très important de développer parmi tous les personnels concernés par l'exploitation et l'entretien des réseaux (à tous les niveaux) **une culture partagée de l'attention aux petits incidents et aux observations du quotidien** pouvant mettre en évidence des points de vulnérabilité de certains éléments des réseaux et infrastructures. Là aussi l'expérience des entreprises confrontées à l'impératif d'atteindre le « risque zéro » (comme dans l'aviation civile) illustre que cette culture, qui privilégie le traitement technique des situations signalées plutôt que la quête d'un responsable potentiel d'une non-conformité, est cruciale pour atteindre des niveaux de performance très élevés (en matière de sécurité et de disponibilité).

Les pistes à court-moyen terme

- Augmenter la capacité d'analyse du risque par les gestionnaires de réseaux. Des obligations réglementaires d'analyse du risque des réseaux existent ainsi que des normes internationales. Cependant elles sont indépendantes les unes des autres et organisées par silo d'activité. De plus, certaines professions ont particulièrement avancé sur la gestion du risque tandis que d'autres découvrent tout juste la thématique. Le suivi, l'observation et l'analyse du risque au quotidien de ces forces et faiblesses de ces infrastructures sont essentiels à leur pérennité; **aussi la montée en compétence des organismes gestionnaires de réseaux (à l'échelle opérationnelle départementale) est une priorité à court terme.**
- Renforcer la cohésion des acteurs réseaux. Les intervenants ont souligné de manière unanime que le croisement d'information n'était pas évident jusqu'à présent. Or l'interdépendance l'exige. **Aussi, la création d'un espace de partage des organismes gestionnaires de réseaux publics (à l'échelle opérationnelle départementale à minima) est une priorité à court terme afin de maintenir une certaine robustesse de fonctionnement au regard de leur interdépendance et une résilience territoriale.**

- Construire une politique publique permettant de faire face à la vulnérabilité des réseaux. Bien que ces infrastructures linéaires reposent sur une mécanique similaire (une ressource, un réseau de distribution avec des organes de régulation et un point de livraison), la non-uniformité des réglementations pèsent sur l'appréhension globale du problème. Confrontés aux défis que soulèvent la vulnérabilité des réseaux et leur interdépendance pour l'équilibre national et la résilience des territoires, **il serait judicieux d'ouvrir un grand chantier posant les principes de cohérence quant à la pérennité de ces infrastructures vitales.**
- Comme l'a rappelé l'IMdR, la qualité de nos infrastructures, c'est à dire leur qualité de services mais également leur résilience, constitue non seulement des points d'importance vitale pour les citoyens mais également un attrait pour les investisseurs. **C'est un capital considérable dont il faut se préoccuper et qui nécessite un certain investissement et la mobilisation de tous les moyens, Etat, collectivités territoriales, acteurs de réseaux et pourquoi pas citoyens.** L'idée d'une contribution citoyenne à l'échelle du département a été évoquée à hauteur de 1€ par habitant par exemple.

Les questionnements en cours sur la gouvernance des réseaux publics, de la gestion des risques, du secours, de la sauvegarde, ainsi que sur les ressources financières associées à ces démarches de résilience doivent trouver des réponses sereines pour envisager les prochaines années d'investissement.

Aussi, l'initiative du Département de la Gironde comme catalyseur de ces débats, positionné à l'interface du cadrage de l'Etat et des réalités des collectivités territoriales (à l'échelle du Département), peut servir à nourrir des propositions nationales.

DEPARTEMENT DE LA GIRONDE

**Direction Générale Adjointe Transition Ecologique et
Aménagement – DGATEA/DTEE**

Tél : 05.56.99.33.33

Mail : contact@gironde.fr

Octobre 2025

**Pour retrouver la liste complète et les liens directs vers
les résultats du Plan Départemental de Sauvegarde,
rendez-vous sur :**

gironde.fr/collectivites/risques-securite